



We-Search

LA GESTION DE LA COVID-19 EN ASIE DE L'EST : QUELLES LEÇONS POUR LES PAYS OCCIDENTAUX ?

Thierry KELLNER *

We-Search Journal | Le Covid-19 vu par les sciences humaines

2021 | pages 22-39

ISSN : 2684-596

Pour citer cet article :

KELLNER, Thierry, « La gestion de la COVID-19 en Asie de l'Est : quelles leçons pour les pays occidentaux ? », in *We-Search Journal: « Le Covid-19 vu par les sciences humaines »*, 2021, pp. 22-39

<http://www.we-search.be/>

* Docteur en relations internationales de l'Institut universitaire de Hautes études internationales/ Université de Genève, chercheur au REPI (ULB) et EAST (ULB), chercheur associé au GRIP

Thierry Kellner

LA GESTION DE LA COVID-19 EN ASIE DE L'EST : QUELLES LEÇONS POUR LES PAYS OCCIDENTAUX ?

Confrontés à l'épidémie de COVID-19 dès le début de l'année 2020, les pays d'Asie de l'Est ont semble-t-il bien mieux réussi à la contenir et à la gérer que les pays européens ou les États-Unis. Comment expliquer leur succès en l'absence de vaccins ? La réponse à cette question est complexe. L'objectif de ce court article est d'ouvrir le champ de la réflexion sur les facteurs et les politiques qui ont permis ces succès.

Quelques points de repères et statistiques comparatives entre les pays de l'Europe et de l'Amérique du Nord et les pays d'Asie de l'Est

Les États de la région de l'Asie de l'Est ont connu des vagues successives de coronavirus beaucoup plus douces que les pays d'Europe ou les États-Unis. En l'absence de vaccins, les pays de cette zone géographique comme Taïwan, le Japon ou la Corée du Sud -auxquels on pourrait ajouter hors de cette région géographique *stricto sensu*, Hong Kong, Singapour ou le Vietnam, mais aussi dans le bassin du Pacifique, l'Australie et la Nouvelle-Zélande- ont bien mieux maîtrisé la pandémie que de nombreux pays européens ou du continent américain, au premier rang desquels les États-Unis. En Asie de l'Est, il y a eu des réinfections limitées et les taux d'infection ont été beaucoup plus faibles qu'en Europe ou aux États-Unis. L'expérience de ces pays asiatiques montre pourtant que la pandémie pouvait être combattue avec un certain succès même en l'absence d'un vaccin.

Quelques chiffres pour illustrer ce constat¹.

Pays	Nombre de décès par million d'habitants	Nombre de cas de COVID-19 par million d'habitants (contamination)
Europe & Amérique du Nord		
Belgique	2132	89 787
Italie	2071	62 282
Royaume-Uni	1873	65 363
États-Unis	1814	101 774
Espagne	1702	77 750
France	1658	85 340
Suède	1415	104 218
Suisse	1237	78 909
Autriche	1165	70 800
Grèce	1127	37 332
Allemagne	1046	43 401
Pays-Bas	1020	94 338
Canada	662	35 549
Danemark	431	46 927

¹ « Covid-19 Coronavirus Pandemic », May 22, 2021 (<https://www.worldometers.info/coronavirus/>)

Finlande	168	16 474
Norvège	143	22 260
Asie de l'Est/bassin du Pacifique		
Japon	96	5 625
Corée du Sud	38	2 638
Australie	35	1 165
Hong Kong	28	1 567
Singapour	5	10 490
Nouvelle-Zélande	5	532
Taiwan	0,7	162
Vietnam	0,4	52

Les données de ce tableau sont éloquentes (chiffres de mai 2021). En termes de décès par million d'habitants, le Japon, moins bon élève de la zone de l'Asie de l'Est, fait mieux que le meilleur élève européen, c'est-à-dire la Norvège. Même constat en termes de contamination par million d'habitants. Comment expliquer une telle différence dans les chiffres ? Pourquoi ces pays d'Asie de l'Est et du bassin du Pacifique ont-ils mieux réussi à contenir la pandémie que les États européens ou les États-Unis ? Il n'y a pas de réponse simple et univoque à cette question comme nous allons le voir. La pandémie n'étant pas terminée, il faut aussi rester prudent -comme l'illustrent des flambées des contaminations à Taiwan ou au Japon au printemps 2021, heureusement rapidement jugulées- et l'on ne peut sans doute pas encore tirer de conclusions définitives.

Avant d'entrer plus avant dans le sujet, une remarque liminaire s'impose. La République populaire de Chine ne fait pas partie des pays retenus dans cette courte étude. Ce choix est délibéré. La nature de son système politique rend difficile et sans beaucoup d'intérêt (infra) la comparaison avec les pays européens ou les États-Unis. À cela, on doit aussi ajouter le fait qu'il reste de nombreuses zones d'ombres et de doutes autour des chiffres réels touchant au nombre de victimes et de contamination dans ce pays, ce qui invite à la prudence. En effet, les *Wuhan files* (dossiers de Wuhan) qui ont été publiés par CNN début décembre 2020² jettent le doute sur le bilan officiel chinois. Il est moins positif que ce que la propagande triomphaliste a voulu faire croire à la population chinoise et au reste du monde. Cet ensemble de documents internes chinois a révélé toute une série de dysfonctionnements ainsi que la mauvaise gestion par les autorités chinoises des premières étapes de la crise de la COVID-19. Les responsables chinois ont fourni à l'OMS et au monde des données plus optimistes que celles auxquelles ils avaient accès en interne. Le système de comptage des autorités semble avoir systématiquement sous-évalué les chiffres de la maladie (contamination et décès). Cette attitude, aux côtés d'autres dysfonctionnements -sans parler de l'épineuse question de l'origine du virus³-, a pesé sur l'information et donc sur le rythme et l'intensité des réactions internationales et a donc contribué à transformer la crise sanitaire au Hubei (Wuhan mais aussi d'autres villes de cette province) en pandémie mondiale, avec toutes les conséquences que l'on connaît aujourd'hui en terme humain, économique et sociétal. La manière dont la crise a été gérée en Chine soulève de nombreux problèmes et comme le concluait une étude récente, en matière de

² Nick Paton Walsh, « The Wuhan files. Leaked documents reveal China's mishandling of the early stages of Covid-19 », *CNN*, December 1, 2020 (<https://edition.cnn.com/2020/11/30/asia/wuhan-china-covid-intl/index.html>)

³ Michael R. Gordon, Warren P. Strobel and Drew Hinshaw, « Intelligence on Sick Staff at Wuhan Lab Fuels Debate on Covid-19 Origin », *The Wall Street Journal*, May 23, 2021.

gestion de la pandémie et malgré la rhétorique de Xi Jinping⁴, le modèle autoritaire chinois « n'est pas supérieur à la démocratie libérale ; il ne constitue peut-être même pas une alternative viable »⁵.

Pourquoi comparer avec des pays de l'Asie de l'Est ?

Au vu des résultats obtenus par les pays de l'Asie de l'Est mentionnés dans le tableau ci-dessus face à la pandémie de la COVID-19, il est légitime de s'interroger sur les raisons de leur succès en l'absence de vaccins par rapport aux pays européens et aux États-Unis. Il est d'autant plus intéressant de comparer les situations que contrairement à la Chine évoquée précédemment, les régimes politiques des pays retenus sont des « démocraties ». Cette caractéristique justifie et simplifie la comparaison étant donné la proximité de ces systèmes politiques et de l'atmosphère de ces sociétés avec les nôtres. Pour rappel, les pays de l'Asie de l'Est -Taïwan, Japon, Corée du Sud- sont des « démocraties libérales », certes avec leurs spécificités -certains chercheurs qualifient par exemple Taïwan ou de la Corée du Sud de *démocraties semi-présidentielles*⁶-. Quoi qu'il en soit, selon le *Democracy Index 2020*, publié par l'*Economist Intelligence Unit* en février 2021 et qui s'appuie pour établir son classement sur des critères comme l'analyse du processus électoral et le pluralisme, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, la culture politique et les libertés civiles, les scores de la Corée du Sud (8,01), du Japon (8,13) et de Taïwan (8,94) les placent sur le plan global en termes démocratiques respectivement aux 23^e, 21^e et 11^e rang. À titre de comparaison, le score de la Belgique (7,51) la place au 36^e rang. La France (7,99) occupe la 24^e place, l'Italie (7,74) la 29^e et l'Espagne (8,12) la 22^e. L'Autriche (8,16) est à la 18^e place et le Royaume-Uni (8,54) à la 16^e place. Le Canada (9,24) est 5^e, l'Australie (8,96) est à la 9^e place ex æquo avec les Pays-Bas. La Nouvelle-Zélande (9,25) occupe enfin la 4^e place alors que les États-Unis (7,92) occupent la 25^e place de ce classement⁷. Ces États sont donc situés à un stade « démocratique » équivalent (voir meilleur) que certains pays européens ou d'Amérique du Nord. Cette proximité des régimes politiques facilite la comparaison.

À ce facteur, on peut ajouter le fait que ces États appartiennent à la même catégorie socio-économique que les pays européens ou d'Amérique du Nord mentionnés. Ce sont en effet aussi des pays à hauts revenus (*high income economy*) selon le classement de juin 2020 de la Banque mondiale⁸. Ce sont également des « sociétés ouvertes » -certes à nouveau avec leurs spécificités-. Au Japon, en Corée du Sud et à Taïwan, il existe une société civile qui a favorisé la démocratie et la bonne gouvernance -certes après de longues périodes de développement, le plus souvent sous un régime militaire ou non démocratique du parti dominant-. Par exemple en terme de libertés de la presse, l'index sur la liberté de la presse de Reporter sans frontières classait en 2020 le Japon au

⁴ Il a déclaré « si l'on en juge par la façon dont cette pandémie est gérée par les différents dirigeants et systèmes [politiques]... [nous pouvons] clairement voir qui a fait mieux », cite dans William Zheng, « Xi Jinping says China is 'invincible', regardless of challenges ahead », *South China Morning Post*, May 6, 2021.

⁵ Yanzhong Huang, « The Myth of Authoritarian Superiority: China's Response to Covid-19 Revisited », *China Leadership Monitor*, Issue 68, June 1, 2021.

⁶ Benjamin Reilly, « Electoral Governance: Models of Democracy in Asia and the Pacific », dans *Governance and democracy in the Asia-Pacific : political and civil society*, edited by Stephen McCarthy and Mark R. Thompson, London, New York, Routledge, 2020, pp. 93-106. Sur ce concept discuté de « démocraties semi-présidentielles », voir Robert Elgie, « What is semi-presidentialism and where is it found? », dans *Semi-presidentialism outside Europe : a comparative study*, edited by Robert Elgie and Sophia Moestrup, London, New York, Routledge, 2007 dans pp. 1-11.

⁷ Economist intelligence Unit, *Democracy Index 2020: In sickness and in health*, February 2021, pp. 8-9 (<https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2020-download-success>)

⁸ Voir World Bank Country and Lending Groups (<https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>)

66^e rang, la Corée du Sud au 42^e et Taiwan au 43^e rang alors que la Belgique est 12^e mais l'Italie 41^e la France 34^e ou les États-Unis 45^e. Les situations sont donc relativement proches et donc comparables. Sur le plan du système politique et de l'ouverture des sociétés, ces pays n'ont donc rien à voir avec la RPC dont les mesures de contrôle et de surveillance appliquées lors de la pandémie sont inconcevables pour nos systèmes démocratiques d'où la faible pertinence d'une comparaison.

Quelques facteurs explicatifs de la réussite en Asie de l'Est.

Les bons résultats des pays d'Asie de l'Est face à la COVID-19 en l'absence de vaccins s'expliquent par une combinaison de facteurs, de circonstances et de moyens mis en œuvre par l'État et par les populations locales. Il est évidemment délicat de mesurer le poids exact de ces divers éléments dans la combinaison « gagnante ». Cette question est ouverte à la recherche. Nous avons néanmoins dégagé sept facteurs majeurs qui nous semblent devoir être pris en considération dans l'analyse de cette réussite. Nous allons les explorer successivement afin d'ouvrir la réflexion.

1^o Quelques éléments autour du « masque »

Une partie importante de la « réussite » attribuée aux pays est-asiatiques est liée au « masque » dont l'utilisation permet de réduire considérablement les contaminations et la transmission du virus⁹. Sur ce point, il faut souligner le recours rapide par les autorités de ces pays à la politique des masques comme principale mesure de prévention face à la COVID-19 mais aussi le port étendu de ces masques par la population, contrairement au cas de l'Europe et des États-Unis où leur utilisation a été contestée avant de s'imposer progressivement.

En ce qui concerne la politique des masques, outre les décisions plus ou moins rapides et claires des autorités locales de recourir au port du masque, il faut souligner le rôle de l'État qui a stimulé les capacités de production domestiques pour pouvoir approvisionner la population et a organisé efficacement leur distribution. Le modèle de l'« État développementaliste »¹⁰ qui a régi la politique industrielle de la Corée du Sud dans la période de l'après-Seconde Guerre mondiale -ce modèle se retrouve à Taïwan ou à Singapour- a fourni des bases utiles et de l'expérience (au niveau de la bureaucratie par exemple ou de la coopération avec les milieux d'affaires) pour mener ces actions efficaces de mobilisation des capacités industrielles du pays, en synergie avec le secteur privé¹¹.

La Corée du Sud a été l'un des premiers pays à être atteint par l'épidémie de COVID-19. Son premier cas, importé de la ville chinoise de Wuhan, a été signalé le 20 janvier 2020. Conformément à son expérience « développementaliste », dès le début, le gouvernement coréen a adopté une approche centralisée pour gérer la crise du COVID-19. Les décideurs politiques ont officiellement annoncé en février 2020 que l'Agence coréenne de contrôle et de prévention des maladies (KCDC)

⁹ Derek K. Chu, Elie A. Akl, Stephanie Duda, Karla Solo, Sally Yaacoub, Holger J. Schünemann et al., « Physical distancing, face masks, and eye protection to prevent person-to-person transmission of SARS-CoV-2 and COVID-19: a systematic review and meta-analysis », *The Lancet*, vol. 395, Issue 10242, June 27, 2020, pp. 1973-1987.

¹⁰ Cette stratégie est caractérisée par la promotion par l'État d'un développement économique rapide par le biais d'une intervention politique agressive pour obtenir une légitimité basée sur les performances. Voir Tian He, *The Political Economy of Developmental States in East Asia. South Korea, Singapore and Taiwan*, Singapore, Palgrave Macmillan, 2021, xi-238p.

¹¹ Voir détails du cas de la Corée du Sud dans Rajiv Kumar, « Bringing the developmental state back in: explaining South Korea's successful management of COVID-19 », *The Third World Quarterly*, April 2021 (<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01436597.2021.1903311>)

dirigerait l'ensemble des opérations de gestion de cette crise sanitaire en tant que 'tour de contrôle'. Les ministères centraux et tous les gouvernements locaux devaient l'assister dans sa mission. Comme en Europe, le problème numéro un a été au départ la fourniture de masques à la population. Fin février 2020, le gouvernement a annoncé qu'il achèterait 50 % des masques KF-94 – l'équivalent sud-coréen des FFP2 européens- auprès des 130 fabricants du pays. Il les a mis à disposition de sa population à prix réduit dans quelque 23 000 pharmacies en coopération avec l'Association pharmaceutique coréenne. Début mars 2020, il a augmenté sa part d'achat de masques à 80 % de la production nationale¹². Il a soutenu la production de matières premières pour la réalisation de ces masques. Cette politique gouvernementale active a été complétée par des initiatives individuelles ou d'entreprises. Samsung, la plus grande marque de Corée du Sud, a ainsi soutenu les fabricants de masques en envoyant des experts et en mettant en place des équipements pour augmenter rapidement les capacités de production nationale. Certaines entreprises ont développé de nouvelles idées et de nouvelles activités. Une société (Desizon) a par exemple conçu des étuis pour permettre la réutilisation des masques en les gardant propres alors qu'une entreprise de mode a travaillé à la mise au point d'une méthode de fabrication de masques avec des microfibrilles utilisées à la base pour faire des couvertures. Certaines entreprises ont fourni des masques à un prix plus bas qu'auparavant¹³. L'ensemble de ces contributions a assuré un approvisionnement stable au pays. Dans la même veine, les responsables coréens de la santé ont rapidement identifié cinq PME et leur ont confié des tâches spécifiques pour développer les kits de test. Le gouvernement a collaboré activement avec ces acteurs privés en leur fournissant tous les documents nécessaires, en finançant la technologie et en fournissant des aides financières pour la recherche et le développement (R&D). En raison de l'intervention active du gouvernement et de sa collaboration efficace avec les entreprises, les résultats ont été très rapides. Les entreprises pharmaceutiques coréennes ont pu fabriquer très vite suffisamment de kits de test et d'autres dispositifs médicaux essentiels au COVID-19 pour répondre à la demande nationale et les ont exportés vers plus de cent pays, y compris des pays développés, dans un contexte de pénurie mondiale¹⁴.

En parallèle au soutien à l'expansion rapide de la production de masques, le gouvernement sud-coréen a établi un système de rationnement destiné à assurer la fourniture d'un nombre minimal de masques à l'ensemble de la population. Tous les citoyens et les non-citoyens enregistrés ont pu acheter deux unités par semaine, un jour de semaine donné, en fonction de leur année de naissance. Un système similaire à celui mis en place à Taïwan à partir de début février 2020 (infra). Grâce à une application cartographique disponible sur téléphone portable, les citoyens pouvaient vérifier en temps réel le nombre de masques disponibles dans les pharmacies, ce qui a facilité leur mise à disposition. Pour réduire le phénomène de thésaurisation des masques dû à la pénurie, le gouvernement sud-coréen s'est aussi attaqué aux « profiteurs », leur imposant d'importantes amendes. Par ailleurs, tout au long de la pandémie, les informations sur le port du masque et la prise de distance physique entre individus ont été largement diffusées. Le gouvernement a combattu les sources de désinformation. Lorsque des informations erronées autour du masque ont été identifiées, la Commission coréenne des normes de communication s'est penchée sur la

¹² Tammy E. Kim, « How South Korea Solved Its Face Mask Shortage », *The New York Times*, April 1, 2020.

¹³ D'après « How South Korea faced its mask shortage », April 14, 2020 (<https://blog.hslu.ch/designmanagementinternational/2020/04/14/how-south-korea-faced-its-mask-shortage/>)

¹⁴ D'après Rajiv Kumar, « Bringing the developmental state back in: explaining South Korea's successful management of COVID-19 », *Third World Quarterly*, April 2021, p. 10.

question avec la coopération de grands sites Web comme Google et Facebook. En octobre 2020, la Corée a aussi modifié sa loi sur le contrôle et la prévention des maladies infectieuses afin d'introduire le port obligatoire du masque (en vigueur en novembre suivant). Le non-respect de ce port dans les 23 types d'établissements publics exigeants le port du masque (bars, salles de karaoké, cafés et restaurants de plus de 50 m², académies privées, salles de mariage, salles de concert, théâtres, parcs aquatiques, grands magasins ...) est devenu passible d'une amende de 100 000 wons coréens, soit environ 89 US\$¹⁵. L'amende peut également être infligée aux personnes qui portent des masques sans se couvrir le nez. Les personnes âgées de moins de 14 ans et celles qui ne peuvent pas porter de masque pour des raisons médicales sont exemptées de cette amende.

À Taïwan, le premier cas de COVID-19 a été diagnostiqué le 21 janvier 2020. Comme dans de nombreux États européens, Taïpeh ne disposait pas de capacités de production de masques suffisantes, contrairement à la République populaire de Chine où cette dernière se concentre. Au début de la crise, sa production nationale n'atteignait que 2 millions de masques par jour pour plus de 23,5 millions d'habitants¹⁶. On était donc très loin de la quantité nécessaire pour protéger la population. Les autorités taiwanaises ont réagi rapidement à cette situation. Une « équipe nationale des masques » a été formée dès la fin du mois de janvier. De 2 millions de masques par jour à la fin janvier 2020, la capacité de production a été portée à 10 millions à la fin du mois de février. Dès avril, Taïwan disposait d'un approvisionnement suffisant pour sa population et pouvait faire des dons à l'étranger. L'Union européenne et les États-Unis en ont ainsi bénéficié¹⁷. Le succès de cette politique réside précisément dans l'intervention du gouvernement pour réduire le coût des transactions et accroître la rentabilité future du secteur privé qui s'est lancé dans la production massive de masques. Le modèle de l'« État développementaliste » qui a régi la politique industrielle de Taïwan dans la période de l'après-Seconde Guerre mondiale -ce modèle se retrouve en Corée du Sud ou à Singapour- a sans doute fourni des bases utiles pour lui permettre de résoudre ces questions. Grâce à un partenariat public-privé efficace, caractérisé par une bonne coordination de tous les secteurs, des incitants ou des subsides là où ils étaient utiles -le gouvernement de Taïwan a par exemple fixé la structure des prix d'achat des masques et garanti qu'ils deviendraient une nécessité pour la sécurité nationale ce qui amènerait le gouvernement à continuer d'en acheter un nombre fixe-, le gouvernement taiwanais a pu ajouter 92 nouvelles lignes de production en deux mois. Non seulement ses besoins ont été couverts mais il a été capable d'exporter pour aider ses partenaires à l'international où ses compagnies ont engrangé des bénéfices substantiels. Le gouvernement de Taïwan a aussi pris des mesures pour contrôler la fourniture et l'attribution des masques de protection à la population. Un système de rationnement a été mis en place et adapté en fonction de l'accroissement de la production. Dès février 2020, des masques chirurgicaux pouvaient être achetés dans les pharmacies locales sur présentation d'une carte d'assurance maladie nationale (3 masques par semaine pour la population au départ). Un site web renseignait sur la disponibilité des masques en temps réel afin de faciliter l'approvisionnement des particuliers. En avril 2020, la population pouvait acheter 9 masques sur une période de 14 jours. Les résidents de Taïwan ont pu effectuer des réservations et des paiements en ligne et acheter des masques dans

¹⁵ Eun-ji Bahk, « 100,000 won fine to be imposed for not wearing face masks at public facilities », *The Korean Times*, November 12, 2020.

¹⁶ Cité dans Yu-Lin Tai, Hsin Chi, Nan-Chang Chiu, Cheng-Yin Tseng, Ya-Ning Huang and Chien-Yu Lin, « The Effect of a Name-Based Mask Rationing Plan in Taiwan on Public Anxiety Regarding a Mask Shortage During the COVID-19 Pandemic: Observational Study », *JMIR Formative Research*, 5(1), January 2021 (<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7837388/>)

¹⁷ « EU, US thank Taiwan for donations of surgical masks », *Taiwan News*, April 2, 2020.

des magasins de proximité. Ce plan unique de distribution de masques aurait grandement contribué au succès de la lutte contre la COVID-19 à Taiwan¹⁸.

À ces exemples de mise à disposition rapide des masques grâce à des politiques volontaristes menées par l'État en coopération avec le secteur privé, il faut ajouter en Asie de l'Est, l'acceptation non-problématique du port du masque par la population. Cette caractéristique est liée à des habitudes anciennes. L'usage du masque est très répandu dans beaucoup de pays d'Asie. Au Japon par exemple, comme en Europe, le masque est apparu à l'occasion de la pandémie de grippe espagnole de 1918-1919. Cette dernière avait causé dans ce pays de 257 000 à 481 000 morts selon les estimations¹⁹. Les Japonais ont donc commencé à porter des masques il y a plus d'un siècle et ils ne l'ont jamais vraiment abandonné depuis²⁰. Il est donc très commun dans ce pays et en Asie de l'Est en général de porter un masque, même en période sans pandémie, afin de protéger les autres de ses microbes. Vu la densité de population, notamment dans les grandes villes et dans les transports en commun, les maladies sont en effet plus facilement transmissibles et le port du masque réduit le caractère épidémique de virus comme le rhume ou la grippe. Au Japon, les personnes en contact avec de nombreuses autres personnes comme le personnel des gares portent souvent le masque même sans pandémie. Le masque se porte également pour se protéger des allergènes comme les pollens, notamment lors de la « saison » du rhume des foins qui dans ce pays couvre les mois de février à avril²¹. Dans certains pays d'Asie, on porte aussi le masque pour se protéger d'une pollution atmosphérique sévère dans des villes immenses et très peuplées. C'est le cas en Corée du Sud par exemple, notamment en raison de la pollution de l'air par les microparticules. Dans ce pays, les masques sont devenus un objet de mode. On peut voir des célébrités coréennes les porter. Contrairement aux pays européens, le masque était donc ordinaire et omniprésent avant que le coronavirus n'éclate dans ce pays. Cela peut expliquer pourquoi les Coréens ont accepté sans difficulté la recommandation du gouvernement de porter le masque²². On notera que la réponse initiale du gouvernement en Corée a été comme en Europe ambiguë, car le coronavirus était nouveau et imprévisible. Comme ailleurs, on n'avait pas assez de données sur les avantages des masques faciaux contre les virus et les instructions pour l'utilisation des masques ont évolué plusieurs fois. Mais dans cette confusion, le public a très majoritairement choisi de porter le masque plutôt que de ne pas le porter. C'est devenu la norme. Les individus qui ne portaient pas de masque ont d'ailleurs été critiqués. La pression sociale a donc aussi joué un rôle. Cette atmosphère a encouragé les récalcitrants éventuels (peu nombreux) à porter des masques et a agi comme un encouragement comportemental pour rappeler l'importance de l'hygiène personnelle. Dans le cadre de la pandémie, pratiquement personne ne se déplaçait plus en Corée sans masque respiratoire. Les Coréens portent des masques anti-virus même au travail. Les hommes politiques ont fait leurs apparitions publiques exclusivement avec un masque²³. Le

¹⁸ Détails dans Yu-Lin Tai, Hsin Chi, Nan-Chang Chiu, Cheng-Yin Tseng, Ya-Ning Huang and Chien-Yu Lin, « The Effect of a Name-Based Mask Rationing Plan in Taiwan on Public Anxiety Regarding a Mask Shortage During the COVID-19 Pandemic: Observational Study », *op. cit.*, pp. 2 et sv.

¹⁹ Siddharth Chandra, « Deaths Associated with Influenza Pandemic of 1918–19, Japan », *Emerging Infectious Diseases*, Vol. 19 (4), April 2013, p. 616 (<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3647405/>)

²⁰ « Pourquoi les Japonais(es) portent des masques », *Kanpei.fr*, sd (<https://www.kanpai.fr/societe-japonaise/pourquoi-japonaises-portent-masques>)

²¹ « Pourquoi le Japon a été très peu touché par le coronavirus », *Kanpei.fr*, sd (<https://www.kanpai.fr/societe-japonaise/pourquoi-japon-peu-touche-par-coronavirus-covid-19>)

²² « How South Korea faced its mask shortage », *op. cit.*

²³ Byung-Chul Han, « The Viral Emergenc(e)y and the World of Tomorrow », *Pianola Con Libre Albedrio*, March 29, 2020 (<https://pianolaconalbedrio.wordpress.com/2020/03/29/the-viral-emergence-y-and-the-world-of-tomorrow-byun-chul-han/>)

président coréen en a porté pour donner l'exemple, y compris lors de conférences de presse. Le port du masque n'a donc guère été contesté par les populations. Il n'y a pas eu de politisation en Asie de l'Est autour de la question du port du masque ou de contestation sur une quelconque « atteinte aux libertés » que constituerait le port du masque comme on a pu le voir aux États-Unis ou dans certains groupes en Europe.

2° *Le rôle de la mémoire de pandémies récentes et des leçons tirées de ces épisodes*

Outre cette disponibilité rapide des « masques » et l'acceptation de leur port par les populations locales, un élément supplémentaire a pu jouer : la mémoire de pandémies récentes et les leçons tirées de ces épisodes. Cette « mémoire » pourrait en effet avoir incité les autorités est-asiatiques à réagir rapidement -au Japon il y aura aussi l'électrochoc du *Diamond Princess*²⁴- mais aussi les individus à se conformer aux mesures prescrites par les autorités et les experts sanitaires, ces derniers étant par ailleurs moins contestés que cela n'a pu être le cas en Europe ou aux États-Unis. Il faut se souvenir que le *Syndrome respiratoire aigu sévère* (SRAS) avait touché en 2003 des villes ou pays asiatiques comme Hong Kong, Taïwan, Singapour, ou dans une moindre mesure le Vietnam, avec des conséquences dramatiques dans certains cas à l'époque.

Dans le cas vietnamien, confronté à un patient infecté venu de Hong Kong et hospitalisé à Hanoï, le docteur Urbani avait averti immédiatement l'OMS, ce qui avait déclenché en retour une réponse très efficace. Le Dr. Urbani avait convaincu le ministère de la santé vietnamien d'isoler immédiatement les patients et de dépister les voyageurs, ce qui avait permis de contenir l'épidémie à un stade très précoce. Décédé lui-même du SRAS en mars 2003, le Dr Urbani est honoré au Vietnam pour son action décisive. La mémoire de ce précédent et les leçons tirées font sans doute partie de l'explication des très bons résultats vietnamiens face à la COVID-19. Si le SRAS avait donc été jugulé à un stade très précoce au Vietnam, la situation n'avait pas été aussi positive ailleurs.

Ainsi, Taïwan avait au contraire été l'un des pays les plus gravement touchés par le SRAS en 2003. Il y avait eu 346 cas d'infection et 73 décès. Dans le cas taiwanais, la réussite actuelle face à la COVID-19 est associée par certains observateurs à cette expérience traumatisante²⁵. Le SRAS a laissé des traces avec notamment la création de bases juridiques et institutionnelles pour une future épidémie, la révision de la loi sur le contrôle des maladies transmissibles (loi CDC) et la création du *National Health Command Center* (NHCC) ainsi que l'existence d'une cohorte de technocrates expérimentés dont les connaissances ont été précieuses dans la lutte contre la COVID-19 en 2020-2021. Ainsi, par précaution, Taïwan a immédiatement envoyé des médecins à Wuhan en Chine le 5 janvier 2020 pour recueillir plus d'informations dès que les experts ont suspecté une nouvelle

²⁴ En l'espace de deux semaines -entre la fin janvier et le début février 2020- sur ce navire de croisière, 712 personnes sont contaminées par la covid-19 dont 14 décéderont. 3 700 passagers et membres d'équipage sont placés en quarantaine par le ministère japonais de la Santé, du Travail et des Affaires sociales au large de Yokohama pour au moins 14 jours. A cette période, le *Diamond Princess* est le plus grand groupe de malades (cluster) en dehors de Chine (période du 7 au 24 février 2020). Le *Diamond Princess* va devenir un cas d'étude sur la transmission de la covid-19 et un avertissement concernant les porteurs asymptomatiques. Voir Eisuke Nakazawa, Hiroyasu Ino, Akira Akabayashi, « Chronology of COVID-19 Cases on the Diamond Princess Cruise Ship and Ethical Considerations: A Report from Japan », *Disaster Medicine and Public Health Preparedness*, March 24, 2020, pp. 1-8. Voir Smriti Mallapaty, « Covid-19 : les leçons du 'Diamond Princess' », *Pour la science*, 27 mars 2020 et aussi sur cet épisode et l'atmosphère de cette période le documentaire « The Last Cruise » réalisé par Hannah Olson (2021).

²⁵ Grady McGregor, « SARS taught Taiwan how to contain the coronavirus outbreak », *Fortune*, March 15, 2020; Riyaz ul Khaliq, « Taiwan's SARS experience helped it beat COVID-19' », *Anadolu*, June 5, 2020, également Giovanni Landoni, Nicolò Maimeri, Monica Fedrizzi, Stefano Fresilli, Artem Kuzovlev, Valery Likhvantsev, « Why are Asian countries outperforming the Western world in controlling COVID-19 pandemic? », *Pathogens and Global Health*, Volume 115, Issue 1, 2021, pp.70-72.

épidémie. Taïpeh n'a tenu compte ni des informations officielles données par la Chine, ni de celles de l'OMS dont il n'est pas membre, mais s'est renseigné lui-même sur place avant de prendre des décisions vigoureuses. La mémoire du SRAS a donc pu jouer un rôle même si elle ne rend pas pleinement compte de ses réalisations remarquables en 2020/21. D'autres facteurs ont également joué (infra).

Comme Taiwan, Singapour -qui est classé comme *démocratie défectueuse*, 74^e dans le classement de l'*Economist Intelligence Unit* cité plus haut - avait aussi été touché par la pandémie de SRAS, qui y avait infecté 238 personnes (33 en étaient mortes). Si on suit la récente étude de Jun Jie Woo de l'Université technologique de Nanyang (Singapour), l'expérience de Singapour dans la crise du SRAS aurait permis de tirer des enseignements précieux pour les décideurs singapouriens, certains de ces enseignements ayant abouti à des initiatives politiques et des développements institutionnels clés, mis en œuvre avant et pendant la pandémie de COVID-19²⁶. Ces initiatives politiques et ces développements institutionnels comprenaient la mise en place d'infrastructures de soins de santé telles que des salles d'isolement, des processus efficaces de recherche des contacts et la capacité à développer des outils technologiques pour aider le gouvernement dans ses efforts de réponse à la pandémie de COVID-19. Au lendemain de la crise du SRAS, Singapour avait augmenté le nombre de salles d'isolement dans ses hôpitaux. Il avait créé en 2019 le Centre national des maladies infectieuses (NCID), un hôpital spécialement conçu pour gérer les épidémies de maladies infectieuses. Il disposait donc du fait de ces mesures de capacités excédentaires en matière de soins de santé qui ont pu être mobilisées rapidement pendant la crise de la COVID-19 et ainsi éviter que son système hospitalier ne soit submergé. En outre, Singapour avait mis en place un « stock national stratégique » de nourriture, de fournitures essentielles et d'équipements médicaux de protection individuelle. Une réserve de personnel de recherche des contacts a également pu être rapidement mobilisée au sein de l'armée et de la police, afin de compléter les capacités de recherche des contacts du ministère de la santé. Pour Jun Jie Woo, ces efforts préventifs déployés par Singapour pour maintenir des capacités excédentaires ont contribué à la « robustesse » de l'État singapourien face au COVID-19. Il semble que dans le cas singapourien, les leçons du SRAS peuvent expliquer au moins en partie également le succès (relatif) de cette ville-État (de 5,5 millions d'habitants). Il faut ajouter que ces mesures, comme dans le cas de Taïwan, n'expliquent pas tout non plus. Il y a eu à Singapour d'autres facteurs qui sont entrés en jeu. Quoi qu'il en soit, la « mémoire » des pandémies et les leçons tirées doivent cependant faire partie de l'explication des réussites locales.

3° *Un facteur culturel de distanciation physique entre les individus ?*

Le rôle de ce facteur est une question ouverte. Pour certains de ces pays, il faut en effet relever l'existence d'habitudes culturelles de distanciation physique personnelle entre individus. Cette dernière pourrait avoir constitué une barrière à la transmission du virus par rapport à d'autres cultures. Il faudrait mener une recherche en s'appuyant sur les apports de la *proxémie* – selon l'expression de l'anthropologue culturel Edward T. Hall- pour pouvoir jauger d'un point de vue médical l'importance de ce facteur. La distance moyenne entre les personnes dans les relations personnelles et sociales varie en effet dans le monde selon les cultures et elle est plus grande dans

²⁶ D'après Jun Jie Woo, *Capacity-building and Pandemics. Singapore's Response to Covid-19*, Singapore, Palgrave Macmillan, 2021, p. 2. Voir également Jun Jie Woo, « Policy capacity and Singapore's response to the COVID-19 pandemic », *Policy and Society*, Volume 39, Issue 3, 2020, pp. 345-362.

certains pays, notamment en Asie de l'Est. Les Japonais par exemple ne sont pas connus pour être très « tactiles ». On ne se fait certainement pas de « bise » pour se saluer au Japon -et en Asie de l'Est en général- contrairement à certaines autres cultures, ni d'étreinte (hug), et l'on ne se serre la main que rarement. Autant de gestes « barrières » qui peuvent réduire drastiquement la propagation d'un virus. Au lieu de cela, on utilise le hochement de tête, voire la *salutation*, qui nécessite dans ce dernier cas une distanciation physique de plus d'un mètre. Une situation idéale pour réduire la transmission du virus par gouttelettes. De même, les Japonais vont rarement les uns chez les autres, préférant les rencontres à l'extérieur, ce qui limite les contacts étroits et prolongés et les partages de surfaces. Le fait que l'on se « touche » peu, contrairement à certains pays européens (latins notamment) a donc peut-être réduit la transmission du virus. Cette hypothèse doit cependant être validée pour d'autres pays est-asiatiques comme Taïwan ou la Corée du Sud où les habitudes sont un peu différentes de celles du Japon. On remarque par ailleurs qu'en Europe, les Finlandais ou les Suédois qui sont aussi considérés comme des individus moins « tactiles » n'ont pas eu les mêmes résultats. Ce facteur a pu jouer (par exemple dans le cas de la Finlande) mais il reste difficile à évaluer avec précision. Il faudra mener des recherches plus poussées pour estimer son rôle et essayer de le quantifier. On peut ajouter la question de l'hygiène. On enseigne ainsi aux Japonais, dès le plus jeune âge, à avoir une très bonne hygiène corporelle mais aussi des lieux de vie au quotidien. Par exemple, les enfants participent aux tâches ménagères des classes et de l'école, ils apprennent à se laver les mains régulièrement, notamment en rentrant à la maison et le lavage de mains est l'une des manières les plus simples et efficaces d'éliminer le virus de la COVID. Ceci aussi a pu aider en parallèle à la distanciation physique juste évoquée.

4° Le recours étendu par les démocraties est-asiatiques -et accepté par leurs populations- aux technologies numériques et au big data.

Pour certains observateurs, l'utilisation étendue et beaucoup moins problématique qu'en Europe des données -notamment personnelles- (big data) et des technologies numériques par les démocraties d'Asie de l'Est pour améliorer la mise en œuvre des mesures de prévention et de détection des maladies (repérage des *clusters*, identification des contacts pour éviter les *méga-clusters*, traçages, etc.) fait aussi partie de l'explication des réussites locales. Dans les démocraties est-asiatiques comme le Japon, Taïwan ou la Corée du Sud où il existe comme dans les démocraties occidentales des lois protégeant les données personnelles²⁷, la question de leur utilisation dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19 a soulevé moins de réticence, de méfiance ou de controverses qu'en Europe ou aux États-Unis. Il faut se souvenir que les outils numériques ne constituent pas la principale infrastructure pour lutter contre les coronavirus. Mais lorsqu'ils sont combinés à d'autres outils, la « gouvernance numérique » renforce l'efficacité des mesures de prévention et de détection des maladies. C'est par exemple le cas du suivi par GPS qui élargit considérablement les capacités de gouvernance sanitaire des gouvernements. Or, l'opposition à la collecte et/ou à l'utilisation de données par les autorités dans le cadre de la lutte contre la pandémie a été faible en Asie de l'Est. Au Japon par exemple, si on suit Hiroshi Miyashita²⁸, il n'y aurait

²⁷ Voir par exemple le cas du Japon dans Hiroshi Miyashita, « Covid-19 and Data Protection in Japan », July 31, 2020 (<https://blogdroiteuropeen.com/2020/07/31/covid-19-and-data-protection-in-japan-by-hiroshi-miyashita/>)

²⁸ *Idem*

pratiquement pas eu de voix qui se sont élevées contre l'introduction du suivi par géolocalisation ou la gestion des données personnelles par une base de données centrale.

À Taïwan, le recours aux outils numériques est un des facteurs mis en avant dans l'explication du succès du pays face à la COVID-19²⁹. Pour la chercheuse taïwanaise Wei-Ting Yen³⁰, le gouvernement taïwanais a exploité pleinement l'infrastructure de gouvernance numérique et les grandes bases de données (big data) pour une mise en œuvre efficace des mesures liées à la prévention et à la détection des maladies, même si le suivi et le traçage intrusifs ont soulevé des préoccupations en matière de vie privée. Plus précisément, la gouvernance numérique a permis d'améliorer la détection des malades grâce à des bases de données intégrées des dossiers médicaux et des antécédents de voyage des personnes, à une recherche plus précise des contacts et à une surveillance active des personnes placées en quarantaine. Taïwan a imposé une politique de quarantaine stricte avec une pénalité monétaire élevée par rapport aux autres pays asiatiques. L'application de la politique stricte de quarantaine a été renforcée par une surveillance numérique active. Le gouvernement taïwanais a collaboré avec les entreprises de télécommunications pour suivre les déplacements des personnes mises en quarantaine grâce aux données GPS de leurs téléphones portables. Les autorités locales appelaient les personnes deux fois par jour pour vérifier leur bien-être physique et mental. Les personnes mises en quarantaine signalaient également elles-mêmes leur état de santé au système de suivi centralisé grâce à l'application de chat mobile.

En Corée du Sud, la *Corona-App* a semble-t-il été volontairement téléchargée par une très grande majorité de la population. Elle était précise et fiable. La surveillance numérique des contacts a été implacable et relevait de la responsabilité de la police plutôt que des autorités sanitaires. Lorsque la recherche des contacts était insuffisante, les paiements par carte de crédit et les images captées par les caméras de surveillance publiques -nombreuses dans le pays- ont également été analysés pour identifier les personnes réellement en contact. Toute personne s'approchant d'un bâtiment où une personne infectée se trouvait recevait un signal d'alarme par le biais de la *Corona-App*. Tous les endroits où il y avait eu des personnes infectées ont été enregistrés dans l'application pour en informer la population. Grâce aux données des téléphones portables et au matériel filmé par vidéo-surveillance, il a été possible de créer le profil complet des mouvements d'une personne infectée pour identifier précisément les contacts qu'elle avait eus. Les mouvements de tous ceux qui ont été infectés ont été analysés et diffusés. Dans les bureaux du ministère coréen de la santé, des « traqueurs » ont analysé les séquences vidéo enregistrées pour compléter le profil des mouvements des personnes infectées par le virus et localiser les individus qui avaient été en contact avec elles. Comme on le constate, les outils de technologie numérique ont été largement utilisés et ce sans levée massive de bouclier de la population. Selon une enquête réalisée en mars 2020, 89,1 % des Coréens soutenaient la méthode de traçage des contacts mise en place par les autorités³¹. Selon une autre enquête réalisée en avril, près de 8 Coréens sur 10 étaient d'accord avec l'utilisation des bracelets électroniques afin de surveiller les personnes qui se plaçaient en quarantaine, comme le proposaient les autorités sanitaires pour endiguer la propagation du coronavirus³². Ces éléments

²⁹ Wei-Ting Yen, « Taiwan's COVID-19 Management: Developmental State, Digital Governance, and State-Society Synergy », *Asian Politics & Policy*, vol. 12, n° 3, 2020, pp. 455-468.

³⁰ Voir son site <https://weitingyen.com/>

³¹ Etude de *Realmeter.net* citée dans Eun A Jo, « South Korea's Experiment in Pandemic Surveillance », *The Diplomat*, April 23, 2020.

³² Cité dans Rajiv Kumar, « Bringing the developmental state back in: explaining South Korea's successful management of COVID-19 », *op. cit.*, p. 15.

font partie de l'équation de réussite de ces pays. Pourtant selon le philosophe coréen Byung-Chul Han, il est peu probable que l'utilisation massive de la technologie et la recherche numérique des contacts soient les principales raisons du succès est-asiatique dans la lutte contre la pandémie³³. D'autres facteurs entrent en ligne de compte.

5° L'importance des liens société civile/État

Le rôle de la synergie société civile-État dans la réussite de la lutte contre la COVID-19 a été mis en lumière par certains observateurs dans le cas taïwanais³⁴. Il existe en effet dans ce pays des canaux de communications forts entre le gouvernement et une société civile très dynamique³⁵. Cette forte relation entre la société civile et l'État a favorisé une plus grande synergie dans la lutte contre COVID-19. Dans certains cas, c'est la société civile qui a pris l'initiative de solutions que le gouvernement a ensuite adoptées. Les autorités de Taïwan ont su faire face aux incertitudes dans le cadre de la pandémie grâce à une communication continue et transparente avec la société civile dynamique du pays. La communication active a à la fois aidé le gouvernement à définir la crise comme dangereuse à un stade précoce et la société à prendre conscience collectivement du danger sévère lié au virus. La principale voie de communication entre le gouvernement et la population pendant la pandémie de COVID-19 a été une conférence de presse quotidienne au cours de laquelle étaient fournies les dernières informations sur la COVID-19 et des réponses aux questions des citoyens. Cette conférence quotidienne était utilisée comme une plateforme éducative pour aborder les fausses informations, les stigmates sociaux ou les préjugés. Elle était informative et éducative mais aussi destinée à remonter le moral et à favoriser la résilience. Pour certains, ce point de presse quotidien a apaisé la société taïwanaise. Le climat de confiance ainsi créé a facilité l'écoute et le suivi par la population des instructions fournies lors de ces briefings quotidiens. La société civile n'est pas restée passive de son côté. Elle a aussi été très active. Elle a parfois contesté le gouvernement, mais surtout collaboré avec lui, et même fait œuvre de pionnière en dirigeant la réponse gouvernementale. Le gouvernement a également bénéficié de l'intelligence collective lorsqu'il a cherché à affiner les réglementations déjà mises en œuvre. Ces communications bilatérales entre le gouvernement et les acteurs de la société civile ont été la marque de fabrique de la réponse taïwanaise, plutôt que des communications strictement descendantes. Pour illustrer cette synergie, on peut citer par exemple les efforts de collaboration qui ont été déployés entre la société civile numérique et le gouvernement notamment dans la lutte contre la désinformation et les *fakes news* circulant sur les réseaux sociaux. Au sein de la société civile active à Taiwan, existe une large communauté technologique civique -des hackers citoyens ou hacktivistes- lancée notamment par le mouvement g0v (« *g0v-zero* »). Ce dernier, né en 2012, a pour objectif d'équiper la société civile d'outils pour façonner une « meilleure démocratie » (entendez plus transparente et participative)³⁶. Pendant la crise de la COVID-19, ces « hackers civiques », ont travaillé avec le gouvernement pour contrer rapidement la désinformation et les *fakes news* sur Internet et les réseaux sociaux. Une telle synergie a été possible en partie grâce à la personnalité d'Audrey Tang, une programmeuse de

³³ Byung-Chul Han, « Por qué a Asia le va mejor que a Europa en la pandemia: el secreto está en el civismo », *El País*, 25 Octobre 2020.

³⁴ Wei-Ting Yen, « Taiwan's COVID-19 Management: Developmental State, Digital Governance, and State-Society Synergy », *op. cit.*, p. 463-466.

³⁵ Sur les organisations de la société civile à Taïwan voir Hsin-Huang Michael Hsiao, Yu-Yuan Kuan, « The development of civil society organizations in post-authoritarian Taiwan (1988-2014) », dans *Routledge Handbook of Contemporary Taiwan*, edited by Gunter Schubert, London, New York, Routledge, Taylor & Francis Group, 2016, pp. 253-267.

³⁶ Voir leur site internet : <https://g0v.asia/#section-3>

logiciels libres, qui est devenue en 2016 ministre taïwanaise du Numérique³⁷. Hackeuse civique, c'est l'une des principales animatrices de g0v et son plaidoyer de longue date en faveur de l'utilisation du *big data* et d'un gouvernement ouvert et transparent a facilité une collaboration active entre le gouvernement et la société civile numérique. Dans certains cas, la communauté des experts en technologie a même été le pionnier de meilleures solutions qui ont ensuite été directement adoptées par le gouvernement. Un exemple est l'optimisation de la distribution des masques grâce à une application qu'ils ont créée. Cette collaboration entre le gouvernement et les organisations de la société civile a facilité la révision et l'affinement de la réponse à la crise. Elle a aussi amplifié le phénomène de *conformité volontaire des citoyens*, ce qui a fortement contribué à améliorer l'efficacité globale de la gestion de la crise à Taïwan.

De manière générale, en Corée du Sud également, le partenariat entre l'État et la société civile pour atteindre des objectifs nationaux est très courant. Selon l'étude de Rajiv Kumar, cette connectivité des décideurs coréens avec la société et la mise en œuvre rapide des politiques gouvernementales en collaboration avec la société civile ont été cruciales pour le succès du pays dans la lutte contre la crise sanitaire du COVID-19³⁸. Kumar note ainsi que la Corée a été en mesure de faire face à la première vague de la pandémie de manière efficace grâce aux relations entre l'État et la société qui ont permis aux autorités sanitaires d'utiliser des technologies de surveillance avancées dans les systèmes de dépistage des contacts et d'auto-isolément en collaboration avec la société.

6° Le rôle supposé du « Confucianisme » et le rôle de la « transparence »

Un facteur souvent mobilisé dans les médias occidentaux pour expliquer la réussite de Taïwan ou d'autres pays de l'Asie de l'Est de manière plus générale, serait que le « confucianisme » joue un « rôle ». Il faut s'arrêter un instant sur cette affirmation. Composé à partir du nom « Confucius » (Kong Zi en chinois 551- 479 av. J.-C), le terme « confucianisme » est apparu en Occident au XIX^e siècle. C'est un néologisme d'origine occidentale et aucun mot de la langue chinoise ne lui correspond comme le rappelle le sinologue suisse Nicolas Zufferey. La Chine ancienne n'a pas connu d'écoles philosophiques clairement définies. Selon Zufferey, la prudence est tout particulièrement de mise lorsque l'on mobilise le « confucianisme », qui est un courant de pensée hétéroclite, objet de multiples travestissements et autres récupérations d'ordre idéologique³⁹. On ne voit pas réellement à quoi on se réfère exactement lorsque l'on évoque le « confucianisme » comme facteur explicatif de la réussite de ces pays. Certains chercheurs plus prudents ont affirmé que les expériences asiatiques réussies en général peuvent être attribuées aux « valeurs asiatiques », qui mettraient l'accent sur l'ordre social et la hiérarchie. Les Asiatiques de l'Est ne remettraient pas leur gouvernement en question aussi souvent qu'en Occident et se *soumettraient* en quelque sorte plus facilement aux réglementations gouvernementales. Là encore, il faut être très prudent avec ce type d'affirmation. Tous les chercheurs ne partagent pas cette analyse. A Taïwan comme en Corée du Sud -ou en Europe ou aux États-Unis-, les politiques gouvernementales peuvent faire -et font- l'objet de critiques et de protestations nombreuses et parfois musclées. Deux chercheurs évoquaient en 2019 une véritable « culture de la manifestation » à propos de la Corée du Sud tant

³⁷ Sur cette personnalité et le mouvement « g0v » voir Émilie Frenkiel, « Hacker la démocratie taïwanaise : Audrey Tang et la réinvention de la politique », *Participations*, n°17, 2017, pp. 121-153.

³⁸ Voir Rajiv Kumar, « Bringing the developmental state back in: explaining South Korea's successful management of COVID-19 », *op. cit.*, p. 5.

³⁹ Voir Nicolas Zufferey, *Introduction à la pensée chinoise*, Paris, Marabout, 2008, chap. 3.

les protestations de rue y sont nombreuses⁴⁰. Des manifestations de masse avaient ainsi conduit à la destitution de la présidente sud-coréenne Park Geun-hye à la fin de l'année 2016. À l'instar de la Corée du Sud, Taïwan a aussi été secouée ces dernières années par des manifestations massives et un regain d'activisme citoyen. En mars 2014, de jeunes manifestants avaient ainsi bouleversé le paysage politique taïwanais en prenant temporairement le contrôle de l'assemblée législative nationale. Cet épisode est connu sous le nom de « mouvement des Tournesols »⁴¹. Leur opposition militante à un accord de libre-échange en suspens avec la Chine avait attiré l'attention et le soutien d'un large public, contribué à provoquer un changement de gouvernement au début de l'année 2016 et déclenché une vague de militantisme qui a continué par la suite à remodeler la politique taïwanaise. Les citoyens des démocraties est-asiatiques n'acceptent donc pas les mesures gouvernementales avec soumission, passivité ou apathie comme le laisse entendre ce type d'explications. Penser cela relève davantage du stéréotype que de la réalité de terrain dans ces États. Au contraire, les citoyens interrogent leur gouvernement, les obligeant en fait à être transparent et à se montrer réceptif. La conséquence positive de cette interaction est que lorsque les mesures réglementaires de l'État sont perçues comme nécessaires et approuvées par la société civile du fait de cette transparence, cela augmente la coopération et le respect de ces mesures par les citoyens. Cette interaction contribue donc à amplifier le phénomène de conformité volontaire des citoyens. À Taïwan par exemple, on doit relever le rôle de cette « transparence » qui est demandée à l'État pour mieux faire accepter les mesures et qui en retour crée une adhésion forte et le respect des mesures par la société civile. La transparence est créatrice de confiance et renforce donc la soumission volontaire des citoyens qui est elle-même considérée comme un facteur -voir LE facteur- de réussite massif face à la pandémie.

7° *Le rôle du civisme et de la responsabilité individuelle*

Byung-Chul Han, essayiste et philosophe d'origine coréenne et de nationalité allemande, théoricien de la culture et professeur de philosophie à l'Université des arts de Berlin⁴² - un profil très intéressant car familier à la fois de l'Asie de l'Est et de l'Europe- insiste de manière convaincante sur le rôle clé du *civisme* et de la *responsabilité individuelle* dans le succès est-asiatique⁴³. Il rapporte les propos du ministre japonais des finances, Taro Aso, qui interrogé sur la raison pour laquelle le Japon – un pays qui par habitant compte plus de personnes âgées que tout autre pays au monde et qui pour cette raison aurait donc dû être particulièrement touché par la COVID-19- a fait face à la pandémie avec plus de succès que les pays occidentaux, a répondu au printemps 2020 par le mot « *mindō* » (民度)⁴⁴ qui signifie littéralement « normes du peuple » (au niveau culturel ou niveau de maturité). Aso a été critiqué pour cette expression connotée qui dénote certes un sentiment de supériorité ethnique et de chauvinisme culturel, mais il se défend en relevant que les Japonais se sont conformés *volontairement et vigoureusement* aux mesures d'hygiène édictées par le gouvernement. Ce dernier n'a pas imposé d'amendes ou recouru à d'autres mesures coercitives. Il a simplement

⁴⁰ Drananda Rohimone, Grant Wyeth, « Why Are Street Protests So Common in South Korea? », *The Diplomat*, August 15, 2019.

⁴¹ Voir Ming-Sho Ho, *Challenging Beijing's mandate of heaven: Taiwan's sunflower movement and Hong Kong's umbrella movement*, Philadelphia, Temple University Press, 2019, xvi-269p.

⁴² Ses domaines d'intérêt sont la philosophie du XVIII^e au XX^e siècle, l'éthique, la philosophie sociale, la phénoménologie, la théorie culturelle, l'esthétique, la religion, la théorie des médias et la philosophie interculturelle.

⁴³ Byung-Chul Han, « Por qué a Asia le va mejor que a Europa en la pandemia: el secreto está en el civismo », *op. cit.*

⁴⁴ « Coronavirus: le taux de mortalité virale mystérieusement bas au Japon », *France 24 News.com*, 4 juillet 2020 <https://www.fr24news.com/fr/a/2020/07/coronavirus-le-taux-de-mortalite-virale-mysterieusement-bas-au-japon-2.html>

mis en avant trois recommandations lors d'une campagne nationale. Il a demandé à la population d'éviter les espaces clos avec une mauvaise ventilation, les endroits bondés et de fermer les paramètres de contact tels que les conversations en vis-à-vis. Un train de mesures plutôt simple donc. Le gouvernement japonais a ensuite déclaré l'état d'urgence le 8 avril 2020. C'est une mesure qui permet aux gouvernements régionaux *d'inciter les citoyens à rester à l'intérieur*. Aucune mesure punitive n'accompagnait cet état d'urgence. Il a été levé le 6 mai suivant en raison des bons résultats sur le front de la lutte contre la COVID-19. Une étude publiée par des chercheurs japonais dans la revue *Nature* a montré qu'une semaine après cet appel, la mobilité humaine avait diminué d'environ 50%, entraînant une réduction de 70% des contacts sociaux à Tokyo. Cette réduction volontaire de la mobilité a à son tour réduit considérablement la transmissibilité du COVID-19. En clair, le fait que la population de Tokyo a simplement suivi le conseil du gouvernement a fortement réduit la transmission du virus⁴⁵. Taro Aso a relevé que, dans d'autres pays, les citoyens auraient été incapables de se comporter de cette manière, même si des amendes étaient appliquées. Pour rappel, ni le Japon ni la Corée du Sud ni Taiwan n'ont dû imposer un verrouillage total de leur société grâce à ce type de comportement.

Comme le relève Byung-Chul Han, si l'on enlève sa malheureuse connotation nationaliste, l'utilisation du mot « mindo » par le ministre des finances japonais met en évidence une réalité incontestable à savoir l'importance du civisme, de l'action collective et de la responsabilité individuelle dans la lutte contre une pandémie. Lorsque la population suit volontairement les règles d'hygiène, il n'est pas nécessaire de procéder à des contrôles ou d'appliquer des mesures coûteuses en termes de personnel et de temps note-t-il⁴⁶. Ce que met en avant ce philosophe germano-coréen, c'est à la fois le civisme des citoyens, leur prise en compte de l'intérêt public, de l'intérêt collectif et le sens de la responsabilité individuelle dans les démocraties de l'Asie de l'Est. Un facteur qu'il juge déficient en Europe ou aux États-Unis au regard de leurs bilans. Ce que le système occidental montre, c'est plutôt de la « faiblesse » de ce côté selon lui. Il y constate un déclin du civisme, de l'esprit public, ce qui est évident dans le fait que des individus ont organisé des rassemblements ou fêtes illégales en pleine pandémie, que la police a eu des difficultés à interrompre ces événements pourtant illégaux et a essuyé de nombreuses critiques de ce fait, que de nombreux individus par leurs prises de position et leur comportement ont exprimé une défiance ou un manque de confiance clair dans l'État et ses mesures sanitaires ou vis-à-vis de spécialistes de la santé pourtant reconnus, etc.. La liste est longue. Pour ce philosophe, le civisme, la prise en compte de l'intérêt public - le « nous » collectif plutôt que le « moi/je »-, et le sens des responsabilités de chacun sont des armes efficaces dans la lutte contre le virus dans un environnement démocratique comme le démontre l'exemple de ces pays d'Asie de l'Est. Pour lui, il est inexact de penser que le système démocratique libéral mène nécessairement à l'individualisme et à l'égoïsme vulgaires qui font le jeu du virus. Outre les cas de ces pays asiatiques, il cite à l'appui de son constat celui de la Nouvelle-Zélande qui est un pays libéral, de culture occidentale anglo-saxonne, et qui a maîtrisé la pandémie à deux reprises. Le succès des Néo-Zélandais est également lié à l'action civique, au sens des responsabilités des citoyens de ce pays. La Première ministre néo-zélandaise, Jacinda Ardern, a parlé avec passion d'une « équipe de cinq millions » de membre. Remarquez que ce thème a été repris en Belgique

⁴⁵ Takahiro Yabe, Kota Tsubouchi, Naoya Fujiwara, Takayuki Wada, Yoshihide Sekimoto & Satish V. Ukkusur, « Non-compulsory measures sufficiently reduced human mobility in Tokyo during the COVID-19 epidemic », *Nature*, 10:18053, 2020, pp. 1-9 (<https://www.nature.com/articles/s41598-020-75033-5.pdf?origin=ppub>).

⁴⁶ Byung-Chul Han, « Por qué a Asia le va mejor que a Europa en la pandemia: el secreto está en el civismo », *op. cit.*

avec un succès mitigé -raillé en Flandre par la NVA par exemple-. Au contraire, l'appel de la Première ministre néo-zélandaise à la responsabilité individuelle a été bien accueilli et surtout *appliqué* par la population. À cet exemple, on pourrait ajouter un autre pays où ce facteur a semblé-t-il également joué selon la recherche : Singapour. Le rôle proactif des citoyens a été essentiel selon l'étude précitée de Jun Jie Woo dans plusieurs crises dont celle de la COVID-19, que ce soit en termes d'exercice de la responsabilité et de respect des mesures de prévention ou de promotion des initiatives de la société civile. Jun Jie Woo relève que le succès de Singapour dans la gestion du SRAS également était en partie dû à une profonde mobilisation de la société, les citoyens et les groupes de la société civile étant animés à la fois par l'intérêt personnel et le volontariat.

Finalement, le paradoxe de cette pandémie selon Byung-Chul Han est que l'on finit par avoir plus de liberté si l'on s'impose volontairement des restrictions. Une belle leçon de maturité. Non seulement la démocratie libérale et le civisme/l'esprit public ne s'excluent pas mutuellement selon lui, mais le civisme et la responsabilité sont au contraire une condition préalable essentielle au succès d'une société libérale. Plus une société est libérale, plus elle doit faire preuve de civisme ou d'esprit civique. Une société libérale a besoin d'un « nous » fort dit-il. Sinon, elle se désintègre en un ensemble informe d'egos. Et c'est un scénario dans lequel le virus peut se développer massivement comme on a malheureusement pu le constater en Europe ou aux États-Unis. Si l'on veut parler d'un « facteur X » - un élément médicalement inexplicable qui entraverait la propagation du virus - ici aussi, en Occident, il ne s'agit de rien d'autre que de civisme, d'action collective et de responsabilité individuelle envers les autres.

Pour conclure brièvement, face à la pandémie de COVID-19 et en l'absence de vaccins, la combinaison gagnante de facteurs qui nous avons décrite semble donc avoir fait défaut aux pays européens ou aux États-Unis si on se reporte aux statistiques citées au début de cet article. Il faut certes rester prudent. Des facteurs supplémentaires ont peut-être joué un rôle (jeunesse relative de la population, importance du régime alimentaire qui a pu avoir un effet protecteur face au COVID-19, facteur génétique comme le fait que les modèles génétiques prothrombotiques sont moins fréquents en Asie que dans le reste du monde, forte prévalence de fumeurs actifs parmi la population masculine en Asie qui pourrait avoir joué un rôle dans la réduction de la mortalité due au COVID-19, ...). Toutefois, au regard du bilan de la pandémie dans les pays occidentaux en général, peut-être est-il temps de s'interroger avec un peu plus d'humilité sur nous-mêmes et nos pratiques, d'en tirer des leçons et pourquoi pas de s'inspirer de certaines expériences ou d'aller puiser des enseignements dans les démocraties de l'Asie de l'Est pour être mieux préparé et à même de répondre plus efficacement à ce type d'événement à l'avenir...

Bruxelles, juillet 2021.